

Commune - MIREPOIX-SUR-TARN

Analyse Financière et Fiscale Prospective Simplifiée *De 2021 à 2025 avec 2 hypothèses*



Table des matières

INTRODUCTION	3
ELEMENTS RETROSPECTIFS ET HYPOTHESES RETENUES	4
HYPOTHESES RETENUES	7
DONNEES PROSPECTIVES DE FONCTIONNEMENT	8
LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	9
LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	11
LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE	13
LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE	14
DONNEES PROSPECTIVES D'INVESTISSEMENT	16
LES DEPENSES	17
LES RECETTES	19
L'ENDETTEMENT	20
IMPACT GENERAL DE L'HYPOTHESE PROSPECTIVE	22
SITUATION FINANCIERE GENERALE	23
CONCLUSION	
ANNEXES	26
Annexe 1	27
Annexe 2	29

INTRODUCTION

L'analyse financière de MIREPOIX sur TARN, commune rurale du nord toulousain, aux portes du Tarn, de 1050 habitants, est réalisée afin de guider la nouvelle équipe municipale issue du scrutin de 2020 dans ses orientations budgétaires au regard des difficultés rencontrées.

Membre de la Communauté de communes Val Aïgo (9 communes/18000 habitants répartis sur 150 km² situé au nord-est du département de la Haute-Garonne), Mirepoix sur Tarn connaît des difficultés inhérentes essentiellement à sa démographie (urbanisation importante ces dernières années) engendrant des coûts structurels importants (participations versées au syndicat intercommunal SIGEP Le Soulèdre pour la scolarisation des enfants, entretien de la voirie communale...), à l'effondrement du pont occasionnant une gêne de circulation, et à une économie locale en berne.

Les élus ont réagi face à cette situation critique en engageant dès 2020 un processus de rationalisation des charges de fonctionnement et d'investissement, en maîtrisant l'urbanisation du territoire et en envisageant la vente d'un bâtiment.

L'élément clé qui sera examiné au travers de deux simulations est la participation financière au SIGEP le Soulèdre, syndicat scolaire qui regroupe trois communes membres (Mirepoix sur Tarn 1050 habitants, Bondigoux 600 habitants et Layrac sur Tarn 350 habitants) qui représente actuellement 45 % des charges réelles de fonctionnement et pour lequel son financement doit être revu à la hausse.

La difficulté réside donc dans le nécessaire équilibre à trouver pour assurer la pérennité du SIGEP sans compromettre la situation financière de ses trois communes membres.

ELEMENTS RETROSPECTIFS ET HYPOTHESES RETENUES

PRINCIPAUX CONSTATS 1/2

PRINCIPAUX CONSTATS RETROSPECTIFS

En K€	2018	2019	2020	Croissance annuelle moyenne rétrospective
Résultat Comptable	-71	-130	-65	-4,4 %
Produits réels de fonctionnement	674	699	685	0,8 %
<i>Dont ressources fiscales</i>	354	439	442	11,7 %
<i>Dont DGF et autres dotations</i>	217	213	213	-0,9 %
Charges réelles de fonctionnement	745	829	750	0,3 %
<i>Dont charges de personnel</i>	194	204	230	8,7 %
<i>Dont subventions et participations</i>	357	413	362	0,7 %
<i>Dont charges financières</i>	11	10	9	-6,1 %
CAF brute	-71	-130	-65	-4,4 %
Dépenses d'équipement	81	114	14	-58,4 %
Emprunts	0	0	0	-
Remboursements de dette	18	19	19	3,4 %
Encours total de la dette	1 028	1 010	990	-1,9 %
CAF nette	-89	-148	-84	-2,8 %

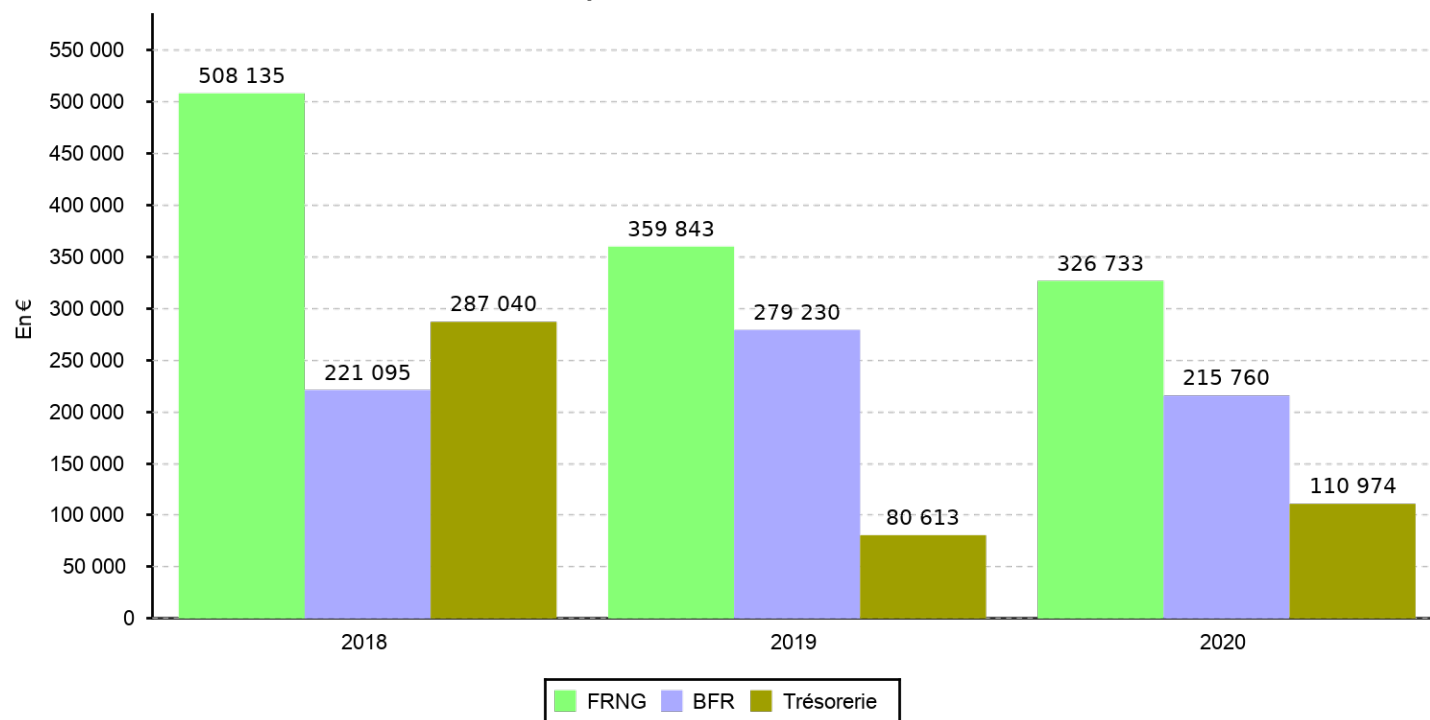
Les résultats des trois derniers exercices soulignent les difficultés de la commune et son impossibilité à engager de nouvelles dépenses voire même en cours d'année à honorer certaines échéances lourdes, notamment les participations au SIGEP Le Soulèdre, par manque de trésorerie.

Il convenait donc de s'interroger sur une potentielle rationalisation des charges et notamment sur le poste "personnel" et sur les participations aux organismes de regroupement (syndicat scolaire SIGEP Le Soulèdre mais aussi participation à la police intercommunale).

Parallèlement, on pourra également analyser les recettes afin d'optimiser certaines ressources, notamment les recettes fiscales.

PRINCIPAUX CONSTATS 2/2

L'équilibre financier du bilan



La conséquence des résultats déficitaires est la dégradation significative du fonds de roulement et naturellement de la trésorerie, expliquant les difficultés de paiement en cours d'exercice.

HYPOTHESES RETENUES

RESUME DES SITUATIONS HORS PROJET

En €	2021	2025	Croissance annuelle moyenne*
Simulation 1			
Charges réelles	662 531	694 632	-1,53 %
Produits réels	683 279	751 334	1,86 %
Dépenses d'investissement	869 855	87 505	21,34 %
Recettes d'investissement	965 000	30 000	-14,43 %
<i>dont nouveaux emprunts</i>	0	0	-
Simulation 2			
Charges réelles	662 532	709 133	-1,12 %
Produits réels	683 279	766 990	2,28 %
Dépenses d'investissement	869 855	87 505	21,34 %
Recettes d'investissement	965 000	30 000	-14,43 %
<i>dont nouveaux emprunts</i>	0	0	-

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

Face à une situation financière dégradée, l'équipe municipale a engagé dès le 2ème semestre 2020 une rationalisation des charges et envisagé la vente d'une salle polyvalente.

Ainsi, la commune a réduit ses dépenses de fonctionnement et plus particulièrement les charges de personnel en négociant une rupture conventionnelle (économie de 30000 € par an) et en transférant un emploi à la Communauté de Communes Val Aïgo (36000 € par an).

Elle a également renoncé aux services de la police intercommunale (12000 € par an) et de manière générale revu à la baisse à chaque fois que cela était possible les différents postes.

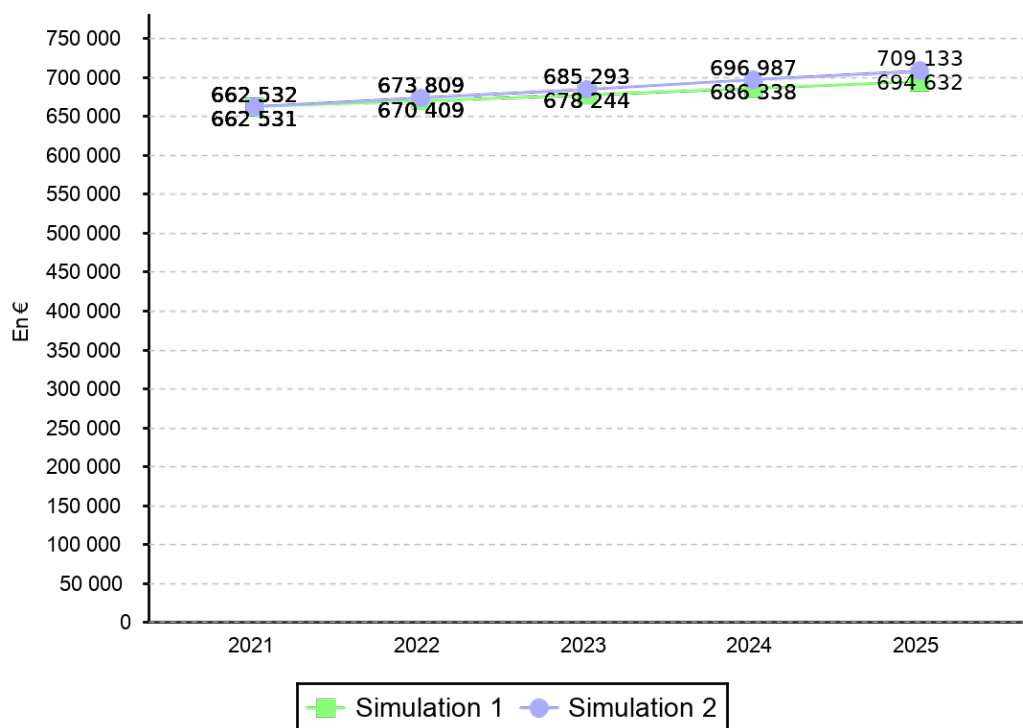
L'objectif de cette analyse est de s'assurer que la commune est en capacité d'équilibrer son budget sur la période 2021-2025 au travers deux simulations.

- 1° dans les conditions actuelles, en continuant à maîtriser les dépenses de fonctionnement (en intégrant toutefois l'augmentation nécessaire à la pérennité du SIGEP Le Soulèdre) mais aussi les dépenses d'investissement en retenant essentiellement celles qui bénéficient le plus des aides de l'État (plan de relance par exemple), tout en augmentant les recettes des seules revalorisations liées à l'évolution des bases fiscales (revalorisation automatique + constructions nouvelles) et des dotations de l'État

- 2° même contexte que la 1ère simulation + intégration d'une augmentation plus significative des participations au SIGEP lui permettant un investissement jugé indispensable + augmentation des taux de taxe foncière

DONNEES PROSPECTIVES DE FONCTIONNEMENT

Évolution des charges réelles de fonctionnement



Ce ratio, qui mesure le poids des charges de fonctionnement réelles les plus rigides et difficilement compressibles (charges de personnel, d'intérêts, de participations obligatoires enregistrées aux comptes 655) par rapport aux produits de fonctionnement réels (dotation, fiscalité, ventes), n'est absolument pas représentatif de la réalité car les participations au syndicat scolaire SIGEP Le Souledre, imputées au compte 657358, n'entrent pas dans le calcul alors qu'elles représentent plus de 40 % des charges.

Ainsi, si ces dépenses incontournables y étaient intégrées, le ratio de rigidité serait de près de 69 % en 2021 et 66 % en 2025.

Ratio de rigidité des charges structurelles

En %	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne rétrospective de la strate*
Simulation 1	24,3 %	24,0 %	23,8 %	23,6 %	23,5 %	55,3 %
Simulation 2	24,3 %	23,7 %	23,3 %	23,1 %	23,0 %	55,3 %

* Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2020

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

DETAIL DES CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT

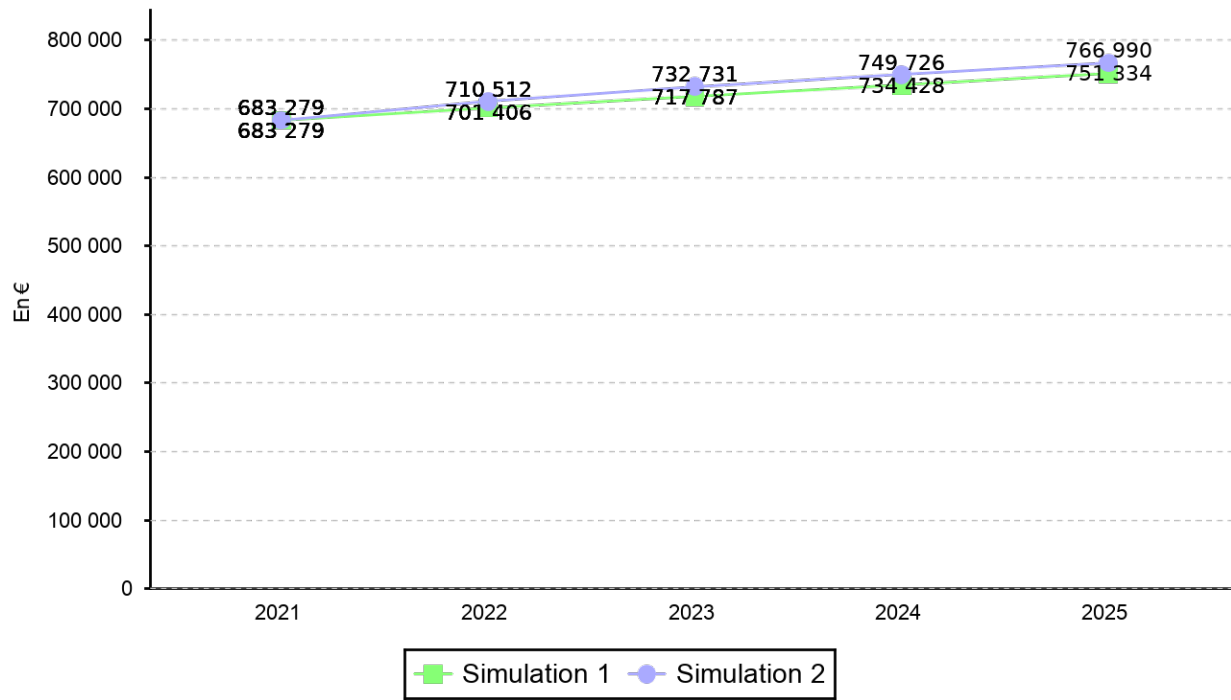
En €	2021	2025	Croissance annuelle moyenne*
Simulation 1			
Charges à caractère général et autres charges réelles	496 647	518 398	2,68 %
Contingents, participations et subventions versées	19 938	21 581	-17,73 %
Charges financières	8 632	6 020	-8,30 %
<i>Dont charges d'intérêts nouvelles</i>	0	0	-
Charges de personnel	137 314	148 633	-8,33 %
Simulation 2			
Charges à caractère général et autres charges réelles	496 647	532 898	3,25 %
Contingents, participations et subventions versées	19 938	21 581	-17,73 %
Charges financières	8 632	6 020	-8,30 %
<i>Dont charges d'intérêts nouvelles</i>	0	0	-
Charges de personnel	137 315	148 634	-8,33 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

Rappelons que les participations au SIGEP Le Souldrè sont intégrées dans les "charges à caractère général et autres charges réelles". Les dépenses SIGEP augmentent mécaniquement du fait de l'accroissement de la population et donc du nombre d'enfants fréquentant les écoles du regroupement intercommunal. C'est précisément ce poste de dépenses qui pose problème car la commune n'a pas la maîtrise de la gestion du syndicat et pas davantage sur le nombre d'enfants scolarisés même si sur ce dernier point les projets de nouveaux lotissements ont été volontairement abandonnés. On constate que seul ce poste enregistre une augmentation alors que les autres segments connaissent une baisse significative témoignant de la stratégie de rationalisation des dépenses mise en œuvre par la commune.

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Évolution des produits réels de fonctionnement



Une augmentation des recettes est envisagée en suivant une courbe raisonnable qui prend en compte les revalorisations liées à l'évolution des bases fiscales et des dotations de l'État dans la 1ère simulation.

La simulation 2 intègre en plus une hausse modérée des taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

DETAIL DES PRODUITS REELS DE FONCTIONNEMENT

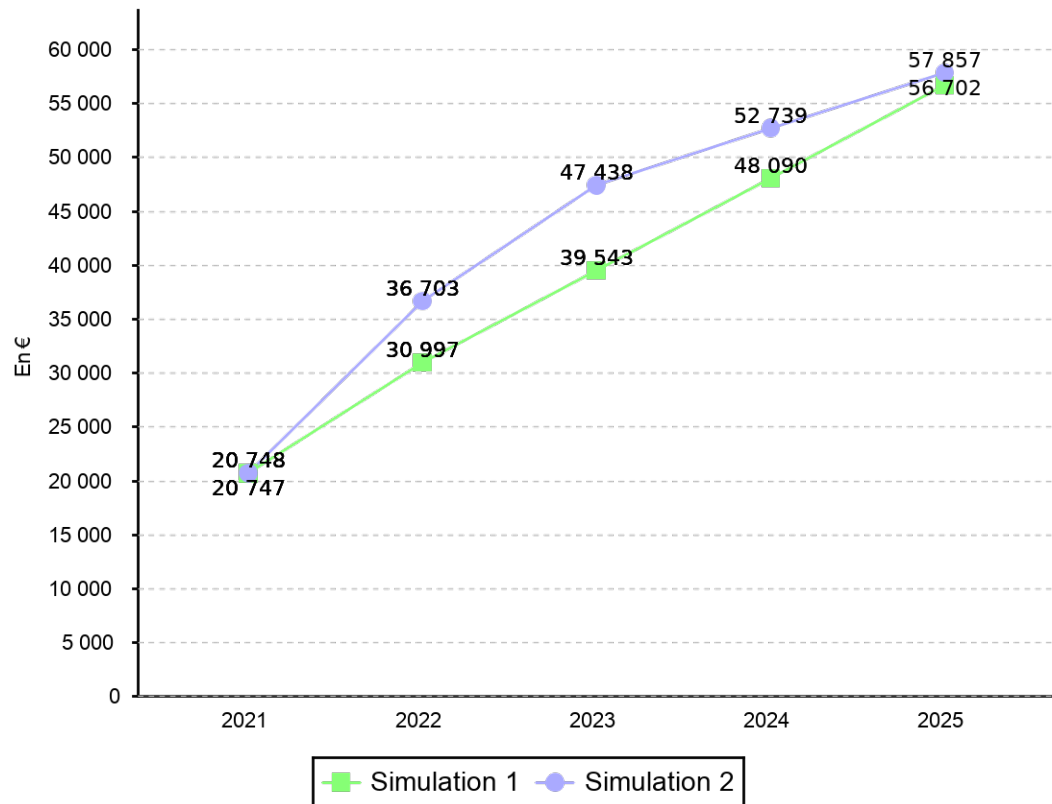
En €	2021	2025	Croissance annuelle moyenne*
Simulation 1			
Fiscalité TH/TF/CFE	493 274	540 137	3,02 %
Autres ressources fiscales et impôts de répartition	-23 406	-23 406	-0,04 %
Dotations, participations et subventions	186 411	205 603	-0,70 %
<i>Produits domaniaux et ventes diverses</i>	15 000	17 000	5,65 %
Produits divers	12 000	12 000	-6,91 %
Simulation 2			
Fiscalité TH/TF/CFE	493 274	555 793	3,61 %
Autres ressources fiscales et impôts de répartition	-23 406	-23 406	-0,04 %
Dotations, participations et subventions	186 411	205 603	-0,70 %
<i>Produits domaniaux et ventes diverses</i>	15 000	17 000	5,65 %
Produits divers	12 000	12 000	-6,91 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

Les recettes fiscales progressent naturellement du fait des revalorisations automatiques et de l'augmentation des bases grâce aux constructions nouvelles largement favorisées par une politique de densification de la population initiée au cours des dernières années. En parallèle, il faut considérer, comme expliqué supra, l'impact sur les effectifs d'enfants accueillis dans les écoles et d'une manière générale sur les infrastructures. La simulation 2 intègre une hausse modérée des taux des taxes foncières sur les propriétés bâties (+ 0,83 % en 2022 puis +0,50 % en 2023, soit une hausse de 1,33 % sur la période) qui peut apparaître indispensable malgré un niveau déjà élevé afin de permettre une meilleure prise en charge des dépenses et notamment absorber l'augmentation des participations au SIGEP Le Soulèdre. Par ailleurs, la hausse des ressources fiscales devrait avoir une incidence favorable sur la DGF dont le calcul prend en compte le rapport recettes fiscales/potentiel fiscal (sous réserve de modification du dispositif).

LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE

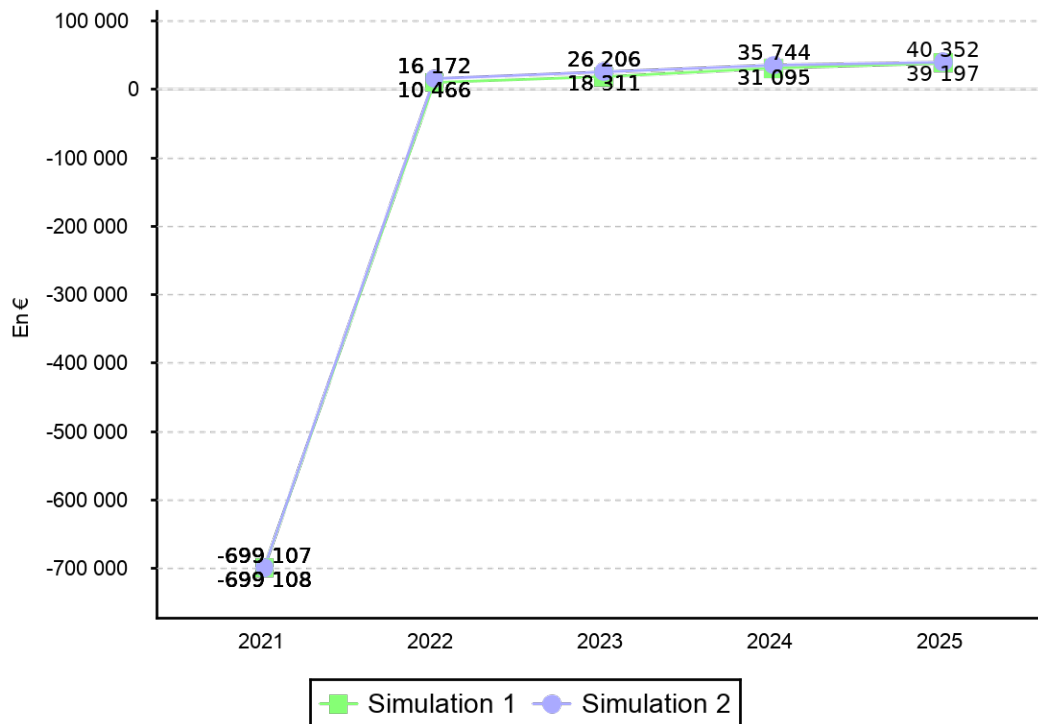
Évolution de la CAF brute



Ce graphique montre que la capacité d'autofinancement brute (représentant l'excédent de fonctionnement -différence entre les produits réels et les charges réelles hors cessions d'immobilisations- disponible pour financer les opérations d'investissement y compris le remboursement des emprunts) progresse malgré l'abondement des participations au SIGEP Le Soulèdre grâce à la rationalisation des charges et à la hausse des recettes comme examiné ci-avant. Même si le niveau de CAF brute reste modeste, elle permet d'envisager des investissements subventionnés.

LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE

Évolution de la CAF nette



À l'instar de la CAF brute, la capacité d'autofinancement nette, qui représente l'excédent de fonctionnement après remboursement des dettes en capital, c'est à dire, le disponible permettant le financement des nouveaux investissements, progresse.

La commune, selon ce schéma, ne pourra pas engager de dépenses lourdes car le recours à l'emprunt ne sera envisageable qu'à la marge.

Attention, la donnée 2021 ne doit pas être considérée à cette valeur car la régularisation comptable du transfert de la compétence assainissement au SMEA a été opérée sur cet exercice et s'est traduit notamment par la sortie d'un emprunt d'un montant de 700000 euros par opération d'ordre budgétaire, c'est à dire sans impact financier. Cette opération matérialisée en comptabilité par une dépense au compte 1641 "emprunt" et par une recette au compte 2492 "Mises à disposition dans le cadre du transfert de compétences" a été retranscrite dans la présente analyse par le remboursement de l'emprunt et par la constatation d'une recette à la ligne "FCTVA, subventions d'investissement, autres dotations et fonds globalisés".

Remboursement de dettes bancaires

En €	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance annuelle moyenne*
Simulation 1						
Remboursement des dettes bancaires	719 855	20 531	21 232	16 995	17 505	-1,83 %
Simulation 2						
Remboursement des dettes bancaires	719 855	20 531	21 232	16 995	17 505	-1,83 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE

Coefficient d'autofinancement courant

En %	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne rétrospective de la strate*
Simulation 1	2,02	0,99	0,97	0,96	0,95	0,88
Simulation 2	2,02	0,98	0,96	0,95	0,95	0,88

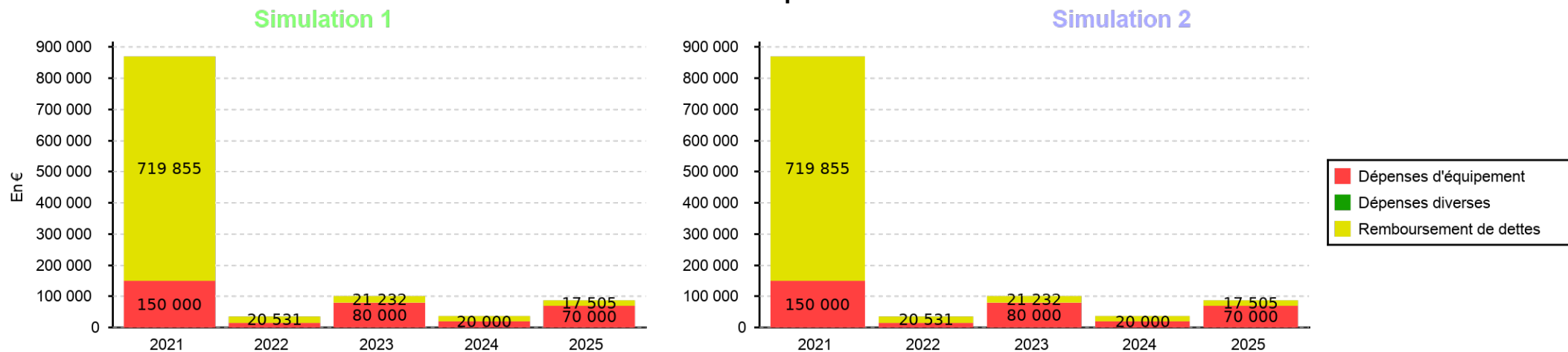
* Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2020

Ce coefficient, qui représente la capacité à couvrir les charges de fonctionnement réelles et le remboursement de la dette par les produits de fonctionnement réels, reste tendu malgré les leviers actionnés par la commune. Il est néanmoins inférieur à 1 ce qui signifie que la commune sera en capacité d'honorer ses engagements budgétaires.

DONNEES PROSPECTIVES D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES

Détail et évolution des dépenses d'investissement

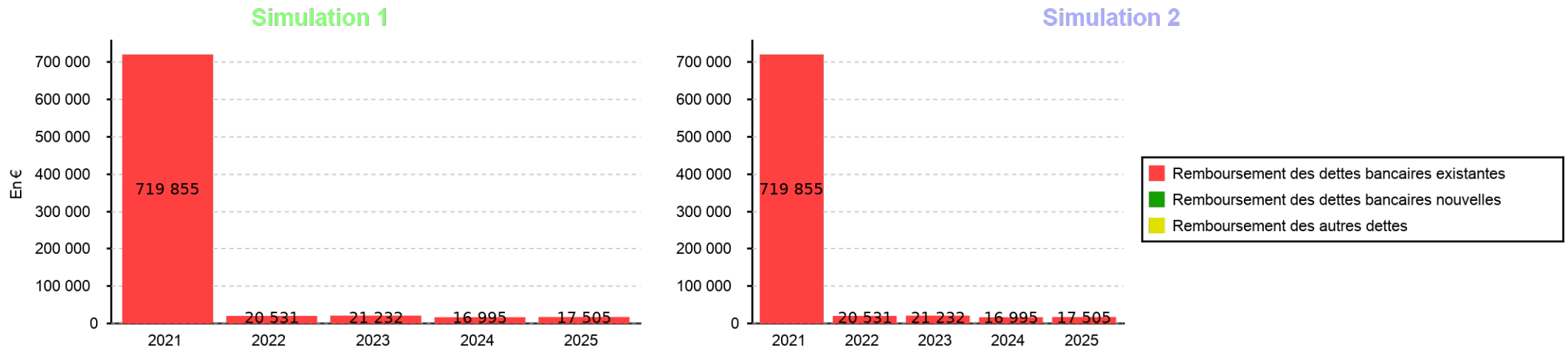


Les dépenses d'investissement restent mesurées et elles sont engagées, notamment en 2021, dans le cadre du plan de relance et bénéficient en conséquence d'un montant de subventions élevé. Il s'agit de travaux visant à améliorer la performance énergétique et la sécurité des bâtiments publics. La mairie prévoit par ailleurs des travaux de rénovation de l'église, favorisant la mobilité des seniors et d'aménagement d'une aire pour les jeunes. Bien entendu, en dehors des travaux attachés au plan de relance, ces investissements pourront être modulés pour s'adapter à la situation de la commune et au contexte de l'exercice d'engagement.

L'opération de régularisation du transfert de la compétence assainissement au SMEA est bien intégrée en 2021 avec la sortie de l'emprunt d'un montant de 700000 euros.

LES DEPENSES (suite)

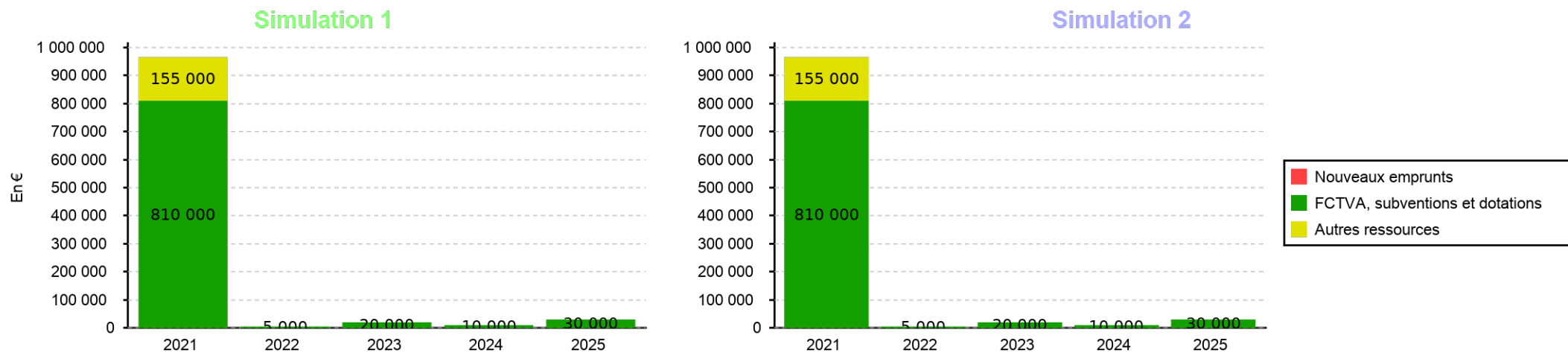
Détail et évolution des remboursements de dettes



Le remboursement des emprunts est relativement linéaire et suit le cours des échéances contractuelles.

Par ailleurs, même remarque que précédemment, le transfert au SMEA de l'emprunt de 700000 euros est bien pris en compte en 2021.

Détail et évolution des remboursements de dettes



Les deux scénarios étant identiques, on remarque que la commune finance sa politique d'investissement de manière prudente et rationnelle en ne souscrivant aucun nouvel emprunt, préférant mobiliser les fonds publics et agir sur son patrimoine en vendant un bâtiment en 2021.

Notons que dans la rubrique FCTVA, subventions, dotations, nous avons inscrit par convention la recette de 700000 euros représentant la contrepartie de l'opération d'ordre de transfert de l'emprunt au SMEA.

L'ENDETTEMENT

Encours de dettes et charges d'intérêts

En €	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance annuelle moyenne*
Simulation 1						
Encours de dettes total	270 482	249 951	228 719	211 724	194 219	-27,81 %
<i>dont nouvelles dettes</i>	0	0	0	0	0	-
Charges d'intérêts	8 632	7 955	7 255	6 530	6 020	-8,30 %
Simulation 2						
Encours de dettes total	270 482	249 951	228 719	211 724	194 219	-27,81 %
<i>dont nouvelles dettes</i>	0	0	0	0	0	-
Charges d'intérêts	8 632	7 955	7 255	6 530	6 020	-8,30 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

La commune ne souscrivant pas d'emprunts nouveaux sur la période 2021 - 2025, l'endettement diminue selon les échéances prévues dans les contrats.

LES RATIOS D'ENDETTEMENT

Ratio d'endettement

En année de produits réels	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne rétrospective de la strate*
Simulation 1	0,40	0,36	0,32	0,29	0,26	0,78
Simulation 2	0,40	0,35	0,31	0,28	0,25	0,78

* Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2020

Capacité de désendettement

En année de produits réels	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne rétrospective de la strate*
Simulation 1	13,04	8,06	5,78	4,40	3,43	3,62
Simulation 2	13,04	6,81	4,82	4,01	3,36	3,62

* Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2020

La commune affiche un endettement bien plus faible que la moyenne de la strate avec une capacité de désendettement tout à fait correcte quel que soit le scénario retenu. Néanmoins, cet indicateur doit être nuancé par la capacité d'autofinancement et le coefficient d'autofinancement courant (voir supra) qui sont très moyens limitant fortement la possibilité de recourir à l'emprunt.

IMPACT GENERAL DE L'HYPOTHESE PROSPECTIVE

SITUATION FINANCIÈRE GÉNÉRALE

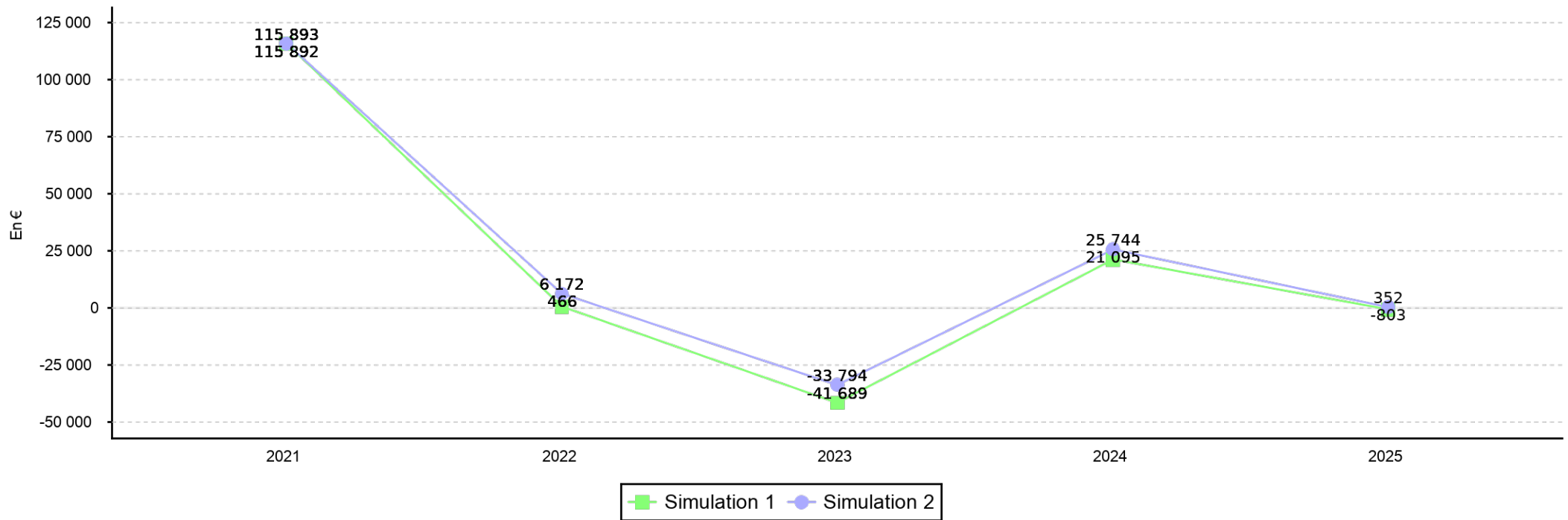
Détail de l'impact sur le fonds de roulement

En €	2021	2025	Croissance annuelle moyenne*
Simulation 1			
CAF Brute globale	20 748	56 702	-
Dépenses d'investissement	869 855	87 505	21,34 %
Recettes d'investissement	965 000	30 000	-14,43 %
Opération pour le compte de tiers	0	0	-
Besoin de financement global	115 893	-803	-
Simulation 2			
CAF Brute globale	20 747	57 857	-
Dépenses d'investissement	869 855	87 505	21,34 %
Recettes d'investissement	965 000	30 000	-14,43 %
Opération pour le compte de tiers	0	0	-
Besoin de financement global	115 892	352	-

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

SITUATION FINANCIÈRE GENERALE (suite)

Variation de l'impact sur le fonds de roulement



La variation de l'impact sur le fonds de roulement indique le niveau de financement des dépenses d'investissement de l'exercice.

Ainsi, une variation négative signifie que les dépenses de l'exercice ne sont pas couvertes par les recettes d'investissement augmentées de la capacité d'autofinancement brute et que le delta devra être compensé par l'excédent cumulé des exercices antérieurs. À l'inverse, une variation positive indique un excédent qui viendra s'agréger aux résultats de clôture de l'exercice.

On constate que la situation est globalement positive sur l'ensemble de la période visée, grâce en partie à la cession du bâtiment prévue en 2021 pour un montant de 150000 euros. Il est donc primordiale que cette vente se réalise à court terme.

CONCLUSION

La situation financière de Mirepoix sur Tarn est tenable dès lors que les dépenses de fonctionnement mais aussi d'investissement restent strictement maîtrisées. En effet, les économies significatives réalisées notamment sur le poste "personnel" ont été déterminantes et permettront d'absorber les augmentations potentielles des participations au SIGEP Le Soulèdre.

Les deux simulations sont donc viables et le choix appartient à l'équipe municipale.

Il semble important néanmoins que la situation du SIGEP Le Soulèdre soit mise en perspective préalablement car la prise en charge de la scolarité des enfants est dans toutes les hypothèses une charge prépondérante dans le budget communal.

Cette analyse n'est pas figée et pourra être affinée ou modifiée en fonction d'éléments que la commune souhaiterait apporter dans le cadre notamment de la gestion scolaire ou de sa politique d'investissement.

ANNEXES

Annexe 1

DETAIL DE LA SITUATION HORS PROJET : Simulation 1

En €	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance annuelle moyenne*
Charges à caractère général et autres charges réelles	496 647	502 056	507 384	512 931	518 398	2,68 %
Achats et charges externes	150 000	151 500	153 015	154 545	156 091	7,45 %
Impôts et taxes (hors taxes sur rémunération)	5 094	5 145	5 197	5 249	5 301	1,00 %
Autres charges réelles (dont subventions versées)	341 553	345 411	349 172	353 137	357 006	0,97 %
Contingents et participations	19 938	20 337	20 743	21 158	21 581	-17,73 %
Charges financières	8 632	7 955	7 255	6 530	6 020	-8,30 %
Charges d'intérêts globales	8 632	7 955	7 255	6 530	6 020	-8,30 %
Autres charges financières	0	0	0	0	0	-
Charges de personnel	137 314	140 061	142 862	145 719	148 633	-8,33 %
Rémunération du personnel et charges sociales	135 000	137 700	140 454	143 263	146 128	-8,46 %
Personnel extérieur	0	0	0	0	0	-
Impôt, taxes et versements assimilés sur rémunérations	2 314	2 361	2 408	2 456	2 505	2,00 %
Total : CHARGES REELLES	662 531	670 409	678 244	686 338	694 632	-1,53 %
Fiscalité TH/TF/CFE	493 274	504 814	516 470	528 244	540 137	3,02 %
<i>Autres ressources fiscales et impôts de répartition</i>	-23 406	-23 406	-23 406	-23 406	-23 406	-0,04 %
Dotations et participations-subventions	186 411	190 998	195 723	200 590	205 603	-0,70 %
<i>Produits domaniaux et ventes diverses</i>	15 000	17 000	17 000	17 000	17 000	5,65 %
<i>Produits divers (travaux en régie, produits financiers et exceptionnels réels)</i>	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	-6,91 %
Total : PRODUITS REELS	683 279	701 406	717 787	734 428	751 334	1,86 %
CAF BRUTE	20 748	30 997	39 543	48 090	56 702	-
Dépenses d'équipement courantes	150 000	15 000	80 000	20 000	70 000	37,86 %
Dépenses diverses	0	0	0	0	0	-
Remboursement des dettes bancaires globales	719 855	20 531	21 232	16 995	17 505	-1,83 %
Remboursement des autres dettes	0	0	0	0	0	-
Total : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	869 855	35 531	101 232	36 995	87 505	21,34 %
Nouveaux emprunts (y compris emprunts contractés non mis en paiement)	0	0	0	0	0	-
FCTVA, subventions d'investissement, autres dotations et fonds globalisés	810 000	5 000	20 000	10 000	30 000	-13,31 %
Autres ressources, cession d'actifs	155 000	0	0	0	0	-100,00 %
Total : RECETTES D'INVESTISSEMENT	965 000	5 000	20 000	10 000	30 000	-14,43 %
Opérations pour le compte de tiers	0	0	0	0	0	-

En €	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance annuelle moyenne*
IMPACT SUR LE FONDS DE ROULEMENT	115 893	466	-41 689	21 095	-803	-
Encours de dettes	270 482	249 951	228 719	211 724	194 219	-27,81 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

Annexe 2

DETAIL DE LA SITUATION HORS PROJET : Simulation 2

En €	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance annuelle moyenne*
Charges à caractère général et autres charges réelles	496 647	505 456	514 433	523 580	532 898	3,25 %
Achats et charges externes	150 000	151 500	153 015	154 545	156 091	7,45 %
Impôts et taxes (hors taxes sur rémunération)	5 094	5 145	5 196	5 248	5 301	1,00 %
Autres charges réelles (dont subventions versées)	341 553	348 811	356 222	363 787	371 506	1,78 %
Contingents et participations	19 938	20 337	20 743	21 158	21 581	-17,73 %
Charges financières	8 632	7 955	7 255	6 530	6 020	-8,30 %
Charges d'intérêts globales	8 632	7 955	7 255	6 530	6 020	-8,30 %
Autres charges financières	0	0	0	0	0	-
Charges de personnel	137 315	140 061	142 862	145 719	148 634	-8,33 %
Rémunération du personnel et charges sociales	135 000	137 700	140 454	143 263	146 128	-8,46 %
Personnel extérieur	0	0	0	0	0	-
Impôt, taxes et versements assimilés sur rémunérations	2 315	2 361	2 408	2 456	2 506	2,00 %
Total : CHARGES REELLES	662 532	673 809	685 293	696 987	709 133	-1,12 %
Fiscalité TH/TF/CFE	493 274	513 920	531 414	543 542	555 793	3,61 %
<i>Autres ressources fiscales et impôts de répartition</i>	-23 406	-23 406	-23 406	-23 406	-23 406	-0,04 %
Dotations et participations-subventions	186 411	190 998	195 723	200 590	205 603	-0,70 %
<i>Produits domaniaux et ventes diverses</i>	15 000	17 000	17 000	17 000	17 000	5,65 %
<i>Produits divers (travaux en régie, produits financiers et exceptionnels réels)</i>	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	-6,91 %
Total : PRODUITS REELS	683 279	710 512	732 731	749 726	766 990	2,28 %
CAF BRUTE	20 747	36 703	47 438	52 739	57 857	-
Dépenses d'équipement courantes	150 000	15 000	80 000	20 000	70 000	37,86 %
Dépenses diverses	0	0	0	0	0	-
Remboursement des dettes bancaires globales	719 855	20 531	21 232	16 995	17 505	-1,83 %
Remboursement des autres dettes	0	0	0	0	0	-
Total : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	869 855	35 531	101 232	36 995	87 505	21,34 %
Nouveaux emprunts (y compris emprunts contractés non mis en paiement)	0	0	0	0	0	-
FCTVA, subventions d'investissement, autres dotations et fonds globalisés	810 000	5 000	20 000	10 000	30 000	-13,31 %
Autres ressources, cession d'actifs	155 000	0	0	0	0	-100,00 %
Total : RECETTES D'INVESTISSEMENT	965 000	5 000	20 000	10 000	30 000	-14,43 %
Opérations pour le compte de tiers	0	0	0	0	0	-

En €	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance annuelle moyenne*
IMPACT SUR LE FONDS DE ROULEMENT	115 892	6 172	-33 794	25 744	352	-
Encours de dettes	270 482	249 951	228 719	211 724	194 219	-27,81 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.